



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° *1082* **DU** *19 décembre 2019* **PORTANT MISE EN DEMEURE**

Société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France

Commune de Dijon

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VUS ET CONSIDÉRANTS

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L.512-20, L. 514 5 ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier les articles 19 et 20 relatifs à la protection contre la foudre ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 19 octobre 2009 à la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France pour l'exploitation d'une installation de fabrication d'emballages souples imprimés complexes sur le territoire de la commune de Dijon sise 24 rue de la Stéarinerie ;

VU le rapport protection foudre (DEKRA, n°083716601901R001, 21 juin 2019) remis à la suite de l'inspection du 6 septembre 2019 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 novembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission par courrier en date du 27 novembre 2019 du projet d'arrêté, dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la visite du 6 septembre 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que le rapport protection foudre susvisé mentionne : « En date du 19/06/19, l'installation de protection contre la foudre est dépourvue de parafoudres contrairement aux préconisations de l'étude technique et de la notice de vérification et maintenance » ;

CONSIDÉRANT l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2009 susvisé qui dispose : « Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur » ;

CONSIDÉRANT par conséquent que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé portant sur la protection contre la foudre ;

CONSIDÉRANT que le constat précité est de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que selon les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT que la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France a eu l'opportunité de faire part de ses observations sur le présent arrêté ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France exploitant une installation de fabrication d'emballages souples imprimés complexes sise 24 rue de la Stéarinerie sur la commune de Dijon est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai de 9 mois**, les dispositions prévues à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Côte d'Or, M. le Maire de la commune de Dijon, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté et M. le Directeur Général de la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté ;
- M. le Maire de la commune de Dijon.

Fait à DIJON le 19 DEC. 2019

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT